

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST****MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE**

[C — 27073]

**9 DECEMBRE 1993.** — Circulaire ministérielle relative aux conditions de salubrité des logements pouvant donner lieu à l'octroi d'allocations de loyer en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 novembre 1993 concernant l'octroi d'allocations de déménagement, d'allocations d'installation et d'allocations de loyer en faveur de personnes quittant un logement insalubre, de personnes handicapées quittant un logement inadapté et de personnes abandonnant une situation de « sans-abri »

1. Pour l'application de la présente circulaire, il y a lieu d'entendre par :

1<sup>o</sup> immeuble : tout bâtiment fixe abrité;

2<sup>o</sup> ménage : soit la personne vivant seule, soit l'ensemble des personnes qui, unies ou non par des liens familiaux, ont une vie commune au niveau notamment de la gestion budgétaire ou de la consommation alimentaire;

3<sup>o</sup> logement : l'immeuble ou la partie d'immeuble destiné à l'habitation d'un ou de plusieurs ménages ou utilisé à cette fin;

4<sup>o</sup> logement individuel : le logement conçu ou utilisé de manière telle qu'un seul ménage y exerce les trois fonctions — cuisine, séjour, chambre à coucher — sans utiliser aucun des locaux collectifs même sanitaires éventuellement présents dans l'immeuble;

5<sup>o</sup> logement collectif : le logement où des ménages occupent certains locaux à titre individuel, et en tous cas leurs chambres à coucher, et utilisent un ou plusieurs autres locaux à titre collectif;

6<sup>o</sup> superficie : la superficie mesurée entre les parois intérieures délimitant une pièce, partie de pièce ou espace intérieur dont la hauteur libre sous plafond est de 2,20 m minimum pour les locaux de jour et de 2 m minimum pour les locaux de nuit.

Lorsque ces hauteurs ne sont pas assurées sur toute la surface de la pièce, partie de pièce ou espace intérieur, la superficie utile comprend, outre la portion de surface située verticalement sous les hauteurs libres de 2,20 m ou 2 m minima, cette surface atteignant au moins 4 m<sup>2</sup>, la moitié de la surface située verticalement sous une hauteur libre comprise entre 2,20 m et 1,20 m ou entre 2 m et 1 m selon le cas.

N'interviennent dans aucun calcul de superficies les halls d'entrée, les dégagements, les salles de bains, les salles d'eau, les WC, les débarres, les caves, les greniers non aménagés en pièces d'habitation, les annexes non habitables, les garages, les locaux à usage professionnel, ainsi que les locaux qui présentent l'une des caractéristiques suivantes :

— une superficie inférieure à 4 m<sup>2</sup>;

— une dimension horizontale constamment inférieure à 1,5 m;

— un niveau situé à plus de 1,50 m sous le niveau de tous les terrains adjacents;

— une absence totale d'éclairage naturel.

2. Pour être considéré comme salubre au sens de l'article 3; § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 novembre 1993 concernant l'octroi d'allocations de déménagement, d'allocations d'installation et d'allocations de loyer en faveur de personnes quittant un logement insalubre, de personnes handicapées quittant un logement inadapté et de personnes abandonnant une situation de « sans-abri », le logement pouvant donner lieu à l'octroi d'allocations de loyer doit :

1<sup>o</sup> sans préjudice des dispositions prévues au 3<sup>o</sup>, se caractériser par l'absence totale de critères d'insalubrité tels que ces critères sont repris en annexe à la circulaire ministérielle au 26 avril 1993 relative aux critères d'insalubrité des logements situés en Région wallonne;

2<sup>o</sup> ne posséder aucun WC communiquant directement avec une pièce de jour, à moins que ce WC ne se situe dans une salle de bains qui réunit les conditions suivantes :

— une superficie égale ou supérieure à 4 m<sup>2</sup>, étant entendu que la superficie du local sera mesurée comme s'il s'agissait d'un local de jour;

— une aération au moyen d'un ouvrant;

3<sup>o</sup> répondre aux conditions minimales suivantes :

A. Critères de superficie

A.1. Logement individuel

La superficie du logement ne peut être inférieure à 30 m<sup>2</sup> pour une personne.

Cette valeur est réduite à 20 m<sup>2</sup> lorsque les trois fonctions — cuisine, séjour, chambre à coucher — sont assurées au sein d'une seule pièce.

Les valeurs minimales précitées sont majorées de 5 m<sup>2</sup> pour chaque personne supplémentaire. Une augmentation de 8 m<sup>2</sup> est, en outre, à prévoir lorsque le ménage compte plus de 8 personnes.

A.2. Logement collectif

A.2.1. Superficie des pièces à usage individuel

Par ménage, la somme des superficies des pièces à son seul usage doit atteindre au moins 15 m<sup>2</sup> pour une personne et 18 m<sup>2</sup> pour deux personnes.

Pour le ménage de plus de deux personnes, cette superficie de 18 m<sup>2</sup> est à majorer de 5 m<sup>2</sup> par personne supplémentaire.

A.2.2. Superficie des locaux à usage collectif

La superficie des locaux à usage collectif est liée à la fois au nombre total de pièces à usage individuel et au nombre de leurs occupants; elle doit répondre aux conditions suivantes :

— pour un nombre de pièces à usage individuel inférieur à 6, la superficie des locaux à usage collectif doit au moins atteindre 10 m<sup>2</sup>; au-delà de 5 pièces à usage individuel, cette superficie minimale doit être augmentée de 10 m<sup>2</sup> par groupe ou partie de groupe de 3 pièces à usage individuel supplémentaires;

— pour un groupe de moins de 8 occupants, la superficie minimale des locaux à usage collectif est de 10 m<sup>2</sup>; au-delà de 7 occupants, cette superficie minimale est augmentée de 10 m<sup>2</sup> par groupe ou partie de groupe de 7 occupants supplémentaires.

#### A.2.3. Superficie individuelle et collective par ménage

Par ménage, la somme des superficies des pièces à son seul usage et des superficies des locaux à usage collectif doit être au moins égale à 30 m<sup>2</sup> pour une personne et 35 m<sup>2</sup> pour deux personnes.

Pour le ménage de plus de deux personnes, cette superficie de 35 m<sup>2</sup> est à majorer de 5 m<sup>2</sup> pour chaque personne supplémentaire. Une augmentation de 8 m<sup>2</sup> est, en outre, à prévoir lorsque le ménage compte plus de 8 personnes.

Pour la vérification de cette condition, les superficies des locaux à usage collectif ne sont prises en compte que si ces locaux sont, soit au même niveau, soit aux niveaux immédiatement supérieur ou inférieur à celui des pièces à usage individuel considérées.

Par dérogation au point A.2.2. ci-dessus, lorsqu'un ménage peut exercer dans la ou les pièces à son seul usage les trois fonctions — cuisine, séjour, chambre à coucher — les superficies à usage individuel sont soumises aux prescriptions du logement individuel telles que prévues au point A.1. et aucune superficie de locaux à usage collectif ne doit être prévue pour le ménage considéré. En outre, ni le nombre de pièces à usage individuel de ce ménage, ni le nombre des occupants de ces pièces ne sont pris en compte pour la fixation de la superficie d'éventuels locaux à usage collectif.

#### B. Nombre de chambres à coucher

B.1. Les pièces servant de chambres à coucher doivent avoir une superficie minimum de 6,5 m<sup>2</sup> pour une personne, 9 m<sup>2</sup> pour deux personnes et 12 m<sup>2</sup> pour trois personnes.

B.2. Le nombre minimum de pièces pouvant servir, par ménage, de chambres à coucher ou de salles de séjour et de chambres à coucher à la fois est de :

- a) une pièce par couple;
- b) une pièce par adulte ou groupe de deux adultes du même sexe;
- c) une pièce par enfant ou groupe de deux enfants du même sexe;
- d) une pièce pour trois enfants du même sexe.

3. Si le logement réunit toutes les conditions qui s'imposent, hormis l'une ou l'autre n'ayant dans le cas d'espèce qu'une importance absolument secondaire, la Division du Logement de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire et du Logement peut considérer le logement comme salubre.

Namur, le 9 décembre 1993.

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget,  
R. Collignon.

## ÜBERSETZUNG

### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[C — 27073]

**9. DEZEMBER 1993. — Ministerialrundschreiben über die Bedingungen der gesundheitlichen Zuträglichkeit der Wohnungen, für die Mietzulagen in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. November 1993 über die Gewährung von Umzugs-, Einzugs- und Mietzulagen zugunsten von Personen, die eine gesundheitsschädliche Wohnung verlassen, zugunsten von behinderten Personen, die eine nicht angepaßte Wohnung verlassen und zugunsten von Personen, die aus ihrer Situation von Obdachlosen herauskommen, gewährt werden können**

Für die Anwendung des vorliegenden Rundschreibens versteht man unter :

1<sup>o</sup> Wohnhaus : jedes feste bedachte Gebäude;

2<sup>o</sup> Haushalt : entweder die alleinlebende Person oder die gesamten verwandten oder nicht verwandten Personen, die zusammen leben und insbesondere die Haushaltsverwaltung und die Lebensmittel teilen;

3<sup>o</sup> Wohnung : das Wohnhaus bzw. den Teil eines Wohnhauses, der zur Bewohnung durch einen oder mehreren Haushalten bestimmt ist oder benutzt wird;

4<sup>o</sup> Einzelwohnung : die Wohnung, die so angelegt oder benutzt wird, daß ein einziger Haushalt in ihren Räumen die drei Funktionen (Küche, Wohn- und Schlafzimmer) ausübt, ohne einen der eventuell im Gebäude vorhandenen Gemeinschaftsräume zu benutzen, sei es auch nur die Sanitärräume;

5<sup>o</sup> Gemeinschaftswohnung : die Wohnung, in der mehrere Haushalte bestimmte Räume und jedenfalls ihre Schlafzimmer einzeln bewohnen, und einen bzw. mehrere andere Räume gemeinsam gebrauchen;

6<sup>o</sup> Fläche : diejenige, die zwischen den ein Zimmer, einen Zimmerteil oder Innenraum abgrenzenden Wänden gemessen wird, wenn die freie Deckenhöhe von mindestens 2,20 M für die Tagesräume und von mindestens 2 M für die Nachträume ist.

Wenn diese Höhe nicht über die ganze Fläche des Zimmers, Zimmerteils oder Innenraums vorhanden ist, besteht die zu berücksichtigende Fläche nicht nur aus dem unter einer freien Deckenhöhe von mindestens 2,20 M oder 2 M senkrecht gelegenen Flächenteil, der mindestens 4qm erreicht, sondern auch aus der Hälfte der unter einer freien Deckenhöhe zwischen 2,20 M und 1,20 M bzw. zwischen 2 M und 1 M senkrecht gelegenen Fläche.

Folgende Räume werden bei keiner Flächenberechnung berücksichtigt : Eingangshalle, Korridor, Badezimmer, Waschraum, W.C., Abstellräume, Keller, Speicher, sofern nicht als Wohnraum ausgebaut, unbewohnbarer Anbau, Garage und für die Berufsausübung benutzte Räume sowie die Räume mit einer der folgenden Eigenschaften :

- einer Nutzfläche unter 4 qm;
- eine waagerechte Abmessung, die ständig niedriger als 1,50 M ist;
- ein Niveau, das tiefer als 1,50 M unter dem Niveau der angrenzenden Gelände liegt;
- das Fehlen von Tageslichtbeleuchtung.

2. Um im Sinne von Artikel 3 § 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung von 19. November 1993 über die Gewährung von Umzugs-, Einzugs- und Mietzulagen zugunsten von Personen, die eine gesundheitsschädliche Wohnung verlassen, zugunsten von behinderten Personen, die eine nicht angepaßte Wohnung verlassen und zugunsten von Personen, die aus ihrer Situation von Obdachlosen herauskommen als gesund betrachtet zu sein, soll die Wohnung, die Anlaß der Gewährung von Mietzulagen sein :

1° unbeschadet der in 3° vorgesehenen Bestimmungen, durch das totale Ausbleiben von Kriterien der gesundheitsschädlichen Unzuträglichkeit, wie sie in der Anlage zum Ministerialrundschreiben vom 26. April 1993 über die Kriterien der gesundheitsschädlichen Unzuträglichkeit der in der Wallonischen Region gelegenen Wohnungen gekennzeichnet sein;

2° kein WC haben, das mit einem Tagesraum in direkter Verbindung steht, es sei denn, daß es in einem Badezimmer steht, das die folgenden Bedingungen erfüllt :

— eine Fläche von mindestens 4 qm, wobei als vereinbart gilt, daß die Fläche des Raumes berechnet wird, als ob es sich um ein Tagesraum handelt;

— eine Belüftung mit Hilfe eines Lüftungsflügels;

3° die folgenden Mindestbedingungen erfüllen :

#### A. Kriterien der Mindestfläche

##### A.1. Einzelwohnung

Die Wohnungsfläche darf nicht niedriger als 30 qm für eine Person sein.

Dieser Wert wird auf 20 qm begrenzt, wenn die drei Funktionen (Küche, Wohnzimmer, Schlafzimmer) in demselben Raum ausgeübt werden.

Die besagten Mindestwerte werden für jede zusätzliche Person um 5 qm erhöht. Eine Zunahme von 8 qm wird außerdem vorzusehen, wenn der Haushalt mehr als 8 Personen hat.

##### A.2. Gemeinschaftswohnung

###### A.2.1. Fläche der Räume zur einzelne Benutzung

Die Gesamtfläche der Räume zur Benutzung durch einen einzelnen Haushalt muß pro Haushalt mindestens 15 qm für eine Person und 18 qm für zwei Personen betragen.

Für einen Haushalt von mehr als zwei Personen muß diese Fläche von 18 qm um 5 qm pro zusätzliche Person erhöht werden.

###### A.2.2. Fläche der Gemeinschaftsräume

Die Fläche der Gemeinschaftsräume ist sowohl mit der Gesamtanzahl der Räume zur einzelnen Benutzung wie mit der Anzahl ihrer Benutzer verbunden; sie muß folgende Bedingungen erfüllen :

— wenn es weniger als 6 Räume zur einzelnen Benutzung gibt, dann muß die Fläche der Gemeinschaftsräume mindestens 10 qm betragen; wenn es mehr als 5 Räume zur einzelnen Benutzung gibt, dann muß diese Mindestfläche um 10 qm pro Gruppe oder Gruppenteil von 3 zusätzlichen Räumen zur einzelnen Benutzung erhöht werden;

— für eine Gruppe von weniger als 8 Bewohner beträgt die Mindestfläche der Gemeinschaftsräume 10 qm; wenn es mehr als 7 Bewohner gibt, dann muß diese Mindestfläche um 10 qm pro Gruppe oder Gruppenteil von 7 zusätzlichen Benutzern erhöht werden.

###### A.2.3. Einzel- und Gemeinschaftsfläche pro Haushalt

Pro Haushalt muß die Summe der Flächen zur eigener Benutzung durch den Haushalt und der Flächen der Gemeinschaftsräume mindestens 30 qm für eine Person und 35 qm für zwei Personen betragen.

Für einen Haushalt von mehr als zwei Personen muß diese Fläche von 35 qm um 5 qm pro jede zusätzliche Person erhöht werden. Eine Zunahme von 8 qm wird außerdem vorzusehen, wenn der Haushalt mehr als 8 Personen hat.

Für die Überprüfung dieser Bedingung werden die Flächen der Gemeinschaftsräume nur berücksichtigt, wenn diese Räume entweder im selben Stockwerk wie die berücksichtigten Räume zur einzelnen Benutzung oder im unmittelbar höher oder unter gelegenen Stockwerk liegen.

Wenn ein Haushalt in dem bzw. den Räumen zur eigenen Benutzung die drei Funktionen (Küche, Wohnzimmer und Schlafzimmer) ausüben kann, unterliegen die Flächen zur einzelnen Benutzung in Abweichung von vorstehendem Punkt A.2.2 den wie unter Punkt A.1. vorgesehenen Vorschriften der Einzelwohnung und keine Fläche der Gemeinschaftsräume muß für den berücksichtigten Haushalt vorgesehen werden. Außerdem wird weder die Anzahl der Räume zur einzelnen Benutzung dieses Haushaltes noch die Anzahl der Benutzer dieser Räume für die Festsetzung der Fläche von eventuellen Gemeinschaftsräumen in Betracht gezogen.

#### B. Anzahl Schlafzimmer

B.1. Die als Schlafzimmer dienenden Räume müssen eine Höchstfläche von 6,5 qm für eine Person, 9 qm für zwei Personen und 12 qm für drei Personen haben.

B.2. Der Mindestanzahl von Räumen, die pro Haushalt als Schafzimmer oder als Wohn- und Schlafzimmer gleichzeitig dienen können, beträgt :

- a) ein Zimmer pro Paar;
- b) ein Zimmer pro Erwachsenen oder Gruppe von zwei Erwachsenen des gleichen Geschlechts;
- c) ein Zimmer pro Kind oder Gruppe von zwei Kindern des gleichen Geschlechts;
- d) ein Zimmer für drei Kinder des gleichen Geschlechts.

3. Wenn die Wohnung die gesamten verlangten Bedingungen erfüllt, außer wenn es sich in einem besonderen Fall um eine Bedingung nebensächlicher Bedeutung handelt, kann die Abteilung des Wohnungswesens der Generaldirektion der Raumordnung und des Wohnungswesens die Wohnung als gesund betrachten.

Namur, den 9. Dezember 1993.

Der Minister der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Haushalts,  
R. Collignon.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

[C — 27073]

**9 DECEMBER 1993.** — Ministeriële omzendbrief betreffende de gezondheidsvoorraarden voor woningen waarvoor huurtoelagen kunnen worden toegekend krachtens het besluit van de Waalse Regering van 19 november 1993 tot toekenning van verhuis-, installatie- en huurtoelagen aan personen die een ongezonde woning ontruimen, gehandicapte personen die een ongeschikte woning ontruimen en personen die niet langer « dakloos » zijn

1. Voor de toepassing van deze omzendbrief wordt verstaan onder :

1° woongebouw : ieder overdekt vast gebouw;

2° gezin : hetzij de alleenwonende persoon, hetzij alle al dan niet aanverwante personen die gezamenlijk instaan voor het geldelijk beheer of de voedselconsumptie;

3° woning : het voor de huisvesting van één of meerdere gezinnen bestemde of daartoe gebruikte gebouw of gebouwgedeelte;

4° eengezinswoning : de woning die zodanig ontworpen is of gebruikt wordt dat één enkel gezin *de* drie ruimten — keuken, woonkamer, slaapkamer — bewoont zonder gebruik te maken van de gemeenschappelijke lokalen (zelfs sanitaire installaties) die zich eventueel in het gebouw bevinden;

5° gemeenschappelijke woning : de woning waarin gezinnen bepaalde ruimten, in ieder geval hun slaapkamer, zelf bewonen en gezamenlijk gebruik maken van één of meerdere ruimten;

6° oppervlakte : de oppervlakte berekend tussen de binnenwanden die een kamer, een kamergedeelte of een binnenuimte afbaken waarvan de vrije plafondhoogte minstens 2,20 m voor de dagruimten en 2 m voor de nachtruimten bedraagt.

Wanneer deze hoogten niet bereikt zijn over de gehele oppervlakte van de kamer, het kamergedeelte of de binnenuimte, omvat de bruikbare oppervlakte, behalve het verticale oppervlaktedeel van minstens 4 m<sup>2</sup> onder de vrije hoogten van minimum 2,20 m of 2 m, de helft van de verticale oppervlakte onder een vrije hoogte van 2,20 m tot 1,20 m of al naargelang het geval, 2 m tot 1 m.

Komen niet in aanmerking voor de berekening van de oppervlakten de voorhallen, gangen, badkamers, wasbakken, WC's, berghokken, kelders, de niet in woonvertrek ingerichte zolders, de onbewoonbare bijgebouwen, de garages, de lokalen bestemd voor beroepsbezigheden en de lokalen met één van de volgende kenmerken :

- een oppervlakte van minder dan 4 m<sup>2</sup>;

- een horizontale afmeting onveranderlijk kleiner dan 1,50 m;

- een niveau dat 1,50 m lager is dan het niveau van alle aangrenzende terreinen;

- een totaal gebrek aan natuurlijke verlichting;

2. Om te worden beschouwd als gezond in de zin van artikel 3, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 19 november 1993 tot toekenning van verhuis-, installatie- en huurtoelagen aan personen die een ongezonde woning ontruimen, gehandicapte personen die een ongeschikte woning ontruimen en personen die niet langer « dakloos » zijn, moet de woning waarvoor huurtoelagen kunnen worden toegekend, volgende voorwaarden vervullen :

1° onvermindert de bepalingen onder punt 3°, geen enkel van de ongezondheidscriteria vertonen die vermeld staan in de bijlage bij de ministeriële omzendbrief van 26 april 1993 betreffende de ongezondheidscriteria van de in het Waalse Gewest gelegen woningen;

2° geen WC hebben die rechtstreeks doorloopt naar een dagruimte, tenzij hij zich bevindt in een badkamer met :

- een oppervlakte gelijk aan of groter dan 4 m<sup>2</sup>, met dien verstande dat de oppervlakte van het lokaal wordt gemeten als een dagruimte;

- een draairam voor de luchtvervanging;

3° aan de volgende minimumvoorraarden voldoen :

A. Oppervlaktecriteria

A.1. Eengezinswoning

De oppervlakte van de woning moet minstens 30 m<sup>2</sup> per persoon bedragen.

Die waarde wordt tot 20 m<sup>2</sup> teruggebracht als de drie functies — keuken, woonkamer, slaapkamer — binnen éénzelfde ruimte plaatsvinden.

De bovenvermelde minimumwaarden worden verhoogd met 5 m<sup>2</sup> per bijkomende persoon. Bovendien wordt in een verhoging van 8 m<sup>2</sup> voorzien als het gezin uit meer dan 8 personen bestaat.

A.2. Gemeenschappelijke woning

A.2.1. Oppervlakte van de ruimten voor persoonlijk gebruik

Per gezin moet de som van de oppervlakten van de voor eigen gebruik bestemde ruimten minstens 15 m<sup>2</sup> voor één persoon en 18 m<sup>2</sup> voor twee personen bedragen.

Voor een gezin van meer dan twee personen moet die oppervlakte van 18 m<sup>2</sup> met 5 m<sup>2</sup> per bijkomende persoon worden vergroot.

A.2.2. Oppervlakte van de lokalen voor gezamenlijk gebruik

De oppervlakte van de lokalen voor gezamenlijk gebruik hangt af zowel van het totale aantal ruimten voor persoonlijk gebruik als van hun aantal bewoners. Die oppervlakte moet voldoen aan de volgende voorwaarden :

- voor minder dan 6 ruimten voor persoonlijk gebruik moet de oppervlakte van de lokalen voor gezamenlijk gebruik minstens 10 m<sup>2</sup> bedragen; boven 5 ruimten voor persoonlijk gebruik moet die minimumoppervlakte worden vergroot met 10 m<sup>2</sup> per groep of groepgedeelte van 3 bijkomende ruimten voor persoonlijk gebruik;

- voor een groep van minder dan 8 bewoners bedraagt de minimumoppervlakte van de lokalen voor gezamenlijk gebruik 10 m<sup>2</sup>; boven 7 bewoners wordt ze vergroot met 10 m<sup>2</sup> per groep of groepgedeelte van 7 bijkomende bewoners.

**A.2.3. Persoonlijke en gezamenlijke oppervlakte per gezin**

Per gezin moet de som van de oppervlakten van de voor eigen gebruik bestemde ruimten en van de oppervlakten van de voor gezamenlijk gebruik bestemde ruimten minstens 30 m<sup>2</sup> voor één persoon en 35 m<sup>2</sup> voor twee personen bedragen.

Voor een gezin met meer dan twee personen moet die oppervlakte van 35 m<sup>2</sup> met 5 m<sup>2</sup> per bijkomende persoon worden vergroot. Bovendien moet in een verhoging van 8 m<sup>2</sup> worden voorzien als het gezin uit meer dan 8 personen bestaat.

Om na te gaan of deze voorwaarde vervuld is, komen de oppervlakten van de ruimten voor gezamenlijk gebruik slechts in aanmerking indien de ruimten gelegen zijn, hetzij op dezelfde verdieping, hetzij op de verdiepingen onmiddellijk boven of beneden die van de betrokken ruimten voor persoonlijk gebruik.

In afwijking van het bovenvermelde punt A.2.2 worden de oppervlakten voor persoonlijk gebruik, wanneer een gezin in de voor eigen gebruik bestemde ruimte of ruimten over de drie functies — keuken, woonkamer, slaapkamer — beschikt, onderworpen aan de voorschriften van de-eengezinswoning zoals bepaald onder punt A.1. en moet voor het betrokken gezin niet voorzien worden in een oppervlakte van voor gezamenlijk gebruik bestemde ruimten. Bovendien komen noch het aantal voor persoonlijk gebruik bestemde ruimten van dat gezin noch het aantal bewoners van die ruimten in aanmerking om de oppervlakte van eventuele ruimten voor gezamenlijk gebruik te bepalen.

**B. Aantal slaapkamers**

**B.1.** De ruimten die als slaapkamers dienen, moeten een minimumoppervlakte van 6,5 m<sup>2</sup> hebben voor één persoon, 9 m<sup>2</sup> voor twee personen en 12 m<sup>2</sup> voor drie personen.

**B.2.** Het minimumaantal ruimten die per gezin als slaapkamer of als woonkamer en tegelijkertijd slaapkamer kunnen dienen, is :

- a) één ruimte per (echt)paar;
- b) één ruimte per volwassene of groep van twee volwassenen van hetzelfde geslacht;
- c) één ruimte per kind of groep van twee kinderen van hetzelfde geslacht;
- d) één ruimte voor drie kinderen van hetzelfde geslacht.

**3.** Indien de woning alle vereiste voorwaarden vervult, behalve één of andere voorwaarde die in het bijzonder geval totaal bijkomstig is, kan de Afdeling Huisvesting van de Algemene Directie Ruimtelijke Ordening en Huisvesting ze als gezond beschouwen.

Namen, 9 december 1993.

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting,  
R. Collignon.

[C — 27087]

**Agriculture. — Communiqué officiel**

En application des dispositions transitoires du Règlement CEE n° 3869/93 du Conseil du 22 décembre 1993 modifiant le Règlement CEE n° 866/90 du Conseil du 23 mars 1990, relatif à l'amélioration de la transformation et la commercialisation des produits agricoles, les demandes d'aides individuelles peuvent être introduites jusqu'au 28 février 1994 afin d'être reprises dans un programme opérationnel multisectoriel qui sera transmis à la Commission des Communautés européennes par la Région wallonne pour le 31 mars 1994 au plus tard.

Ce programme opérationnel multisectoriel concerne les secteurs suivants : « Stockage primaire de céréales », « Fruits et Légumes », « Produits laitiers », « Volaille : abattoirs et ateliers de découpe », « Produits de viande », « Oeufs et produits d'oeufs » et « Lin ».

Un programme opérationnel sera également introduit pour le secteur « Bois — 1re transformation ».

Les demandes d'aide peuvent, à titre transitoire, être introduites à la Cellule régionale wallonne du Service Coopération et Politique d'Investissement du Ministère de l'Agriculture, Manhattan Center, Office Tower, avenue du Boulevard 21, 1210 Bruxelles.

Pour le secteur « Bois — 1re transformation », les demandes doivent être introduites au Ministère de la Région wallonne, Direction de l'Agriculture, avenue Prince de Liège 7, 5100 Jambes.

**ÜBERSETZUNG**

[C — 27087]

**Landwirtschaft. — Amtliche Mitteilung**

In Anwendung der Übergangsbestimmungen der Verordnung (EWG) Nr. 3669/93 des Rates vom 22. Dezember 1993 zur Abänderung der EWG-Verordnung Nr. 866/90 des Rates vom 23. März 1993 zur Verbesserung den Verarbeitungs- und Vermarktungsbedingungen landwirtschaftlicher Erzeugnisse, dürfen die Anträge auf individuelle Beihilfe bis zum 28. Februar 1994 eingereicht werden, zwecks einer Eintragung in ein operationelles multisectoriales Programm, das vor dem 31. März 1994 der Kommission der Europäischen Gemeinschaften übermittelt wird.

Dieses operationelle multisectoriale Programm betrifft folgende Sektoren : « Ersteinlagerung von Getreiden », « Obst und Gemüse », « Milchprodukte », « Geflügel : Schlachthöfe und Zerlegungswerkstätten », « Fleischprodukte », « Eier und Eiprodukte » und « Flachsanbau ».

Ein operationelles Programm wird ebenfalls für den Sektor « Holz — erste Verarbeitung » eingereicht werden.

Die Anträge auf Beihilfe dürfen vorübergehend bei der folgenden Dienststelle eingereicht werden : « Cellule régionale wallonne du Service Coopération et Politique d'Investissement du Ministère de l'Agriculture », Manhattan Center, Office Tower, avenue du Boulevard 21, 1210 Brüssel.

Für den Sektor « Holz — erste Verarbeitung » müssen die Anträge bei der folgenden Direktion eingereicht werden : Ministère de la Région wallonne, Direction de l'Agriculture, avenue Prince de Liège 7, 5100 Jambes.